

 WO-00840 3222317 Eco So His	Code épreuve : 269	Nombre de pages : 8	Session : 2020
Épreuve de : ESH ESS EC			
Consignes <ul style="list-style-type: none"> • Remplir soigneusement l'en-tête de chaque feuille avant de commencer à composer • Rédiger avec un stylo non effaçable bleu ou noir • Ne rien écrire dans les marges (gauche et droite) • Numérotter chaque page (cadre en bas à droite) • Placer les feuilles A3 ouvertes, dans le même sens et dans l'ordre 			

Face à un vieillissement accéléré de la population (les personnes de plus de 65 ans représentant 17% de la population en 2017), le projet de J.-P. DELEVOYE (2020) entend réformer le système plan de répartition des retraites français. De nombreuses mesures sont prévues : fusion des différents régimes en vigueur, âge pivot à 64 ans, taux de cotisation sur les revenus bruts de 28,1% inférieur à 12000 euros par an, etc. C'est dire que le modèle social français semble être à bout de souffle et incapable de perdurer.

Ce dernier peut se définir comme conservateur-corporatiste si l'on suit la typologie de G. ESPING-ANDERSEN (les trois mondes de l'Etat-Providence 1990). Les prestations sont conditionnées à des cotisations payées de manière partitaire par les salariés et l'employeur. Mais une solidarité est établie entre citoyens grâce aux différentes caisses de sécurité sociale, et plus généralement avec les politiques de redistribution et avec administrations publiques («en matrice»).

Le modèle social français se développe principalement après la Seconde Guerre mondiale, sous l'impulsion de l'Ordonnance LAROCHE (1945). Dans un contexte de prospérité économique, la puissance publique entend protéger les citoyens des risques sociaux et réduire les inégalités, autrement dit, rompre avec la vulnérabilité sociale qui caractérisait les ménages au XIX^e siècle. Cependant, depuis la crise des années 1970, le modèle social français semble être en crise¹, pour reprendre P. ROSANVALLON (La crise de l'Etat-Providence, 1981). Ce dernier est fréquemment critiqué pour son coût : les dépenses de protection sociales publiques

représentent 28% du PIB en 2014, 3% pour les dépenses privées. Ces critiques sont exacerbées dans une économie mondialisée où la concurrence s'exerce pleinement entre Etats et où les pays avancés se voient de plus en plus confrontés au vieillissement et au déclin démographique. La récente pandémie des coronavirus a encore plus mis en avant les fragilités de notre Etat-social : manque de lits, de masques, etc.

Ainsi, le modèle social français est-il toujours apte à répondre aux principaux défis économiques, sociaux et environnementaux ?

Depuis les années 1970 le modèle social français fait face à de nombreuses difficultés qui amènent à questionner sa pertinence (I). Toutefois, ce dernier produit encore des effets positifs sur l'économie et reste apte à s'engager dans des réformes结构nelles avec effets bénéfiques (II).



Tout d'abord, le modèle social français semble être à bout de souffle. Il fait face à une triple crise depuis les années 1970 : une crise de financement (A), d'efficacité (B) et de légitimité (C).



Le modèle français est coûteux et son financement semble insoutenable. En effet, ce modèle repose sur forte une solidarité, par conséquent il implique de fortes dépenses (q. 28%) qui sont amplifiées face à une crise. Les chocs pétroliers des années 1970 et la crise des années 1980 en témoignent : les dépenses de protection sociale progressent d'au moins 90% dans les années 1970 et 24% dans les années 1980 sous l'effet du chômage de masse et des dispositifs de préretraite et de pensions d'invalidité. Donc, notre modèle actuel peut sembler insoutenable face à

aux variations de la conjoncture qui produisent un effet de réseaux : hausse des dépenses et baisse des recettes. Par ailleurs, cette crise de financement risque s'être exacerbée par le vieillissement de la population. Le Conseil d'orientation des retraites (COR) estime que la ratio retraités / actifs passera de 0,3 en 2000 à 0,5 en 2030 si bien que les systèmes de retraite et de santé pourraient être déstabilisés. Rappelons-mais, d'une part, que les dépenses de santé sont plus élevées pour les personnes âgées : en 2015, elles étaient de 3,5 fois supérieures pour les plus de 30 ans à celles de 40-50 ans. D'autre part, la France se caractérise par des dépenses de retraites très importantes et plus importantes que celles de ses principales partenaires, comme le rappelle France Stratégie en 2016. Ainsi, la crise de financement montre que le modèle social français semble être à bout.



Le modèle social français fait également face à une véritable crise d'efficacité. Premièrement, il pèse sur la compétitivité des entreprises dans une économie mondialisée, si bien qu'il semble à bout de souffle. Il fait peser des charges importantes sur les entreprises à tel point que le taux de prélevement obligatoire atteint 45,3% du PIB en 2018. Certaines pressions qui pouvaient contribuer à l'investissement, la croissance et l'emploi sont piélevées aux entreprises et en retour agissent négativement sur les coûts salariaux unitaires. Ensuite, le modèle social français a du mal à se réformer en raison de la défiance des citoyens (Y. ALGAN et P. KAHUC, La société de défiance, 2007). Le rapport KAHUC-KRAMARTZ (2005) est emblématique, il portait sur l'instauration d'un contrat de travail unique, mais la réforme fut rejetée par des insiders, organisés et bénéficiant de rémunérations stables. Enfin, on peut questionner l'efficacité du modèle social français en ce qui concerne l'emploi. Juge trop généreux par les observateurs en raison de ses allocations généreuses, il favorise notamment le salaire de réservation des chômeurs et peut créer des trappes à inactivité (mécanisme de D.T. MORTENSEN, Unemployment and Job Search Decisions, 1977). Y. L'HORTY et al. (Transferts sociaux et retour à l'emploi, 2002)

ont notamment étudié la question des tropes à inactivité créées par certains minimas sociaux. Il ont montré qu'un couple de 2 enfants devait travailler 44H30 au SMIC horaire pour avoir le même pouvoir d'achat qu'en restant au RMI et en bénéficiant de droits communs comme les transports publics gratuits. La crise d'efficacité qui touche le modèle social français pointe ses limites, il semblerait bien être à bout de souffle.

*

Le modèle social français fait face à une crise de légitimité qui montre, une fois de plus, qu'il semble être à bout de souffle. Tout d'abord, il est remis en cause par les industriels et les investisseurs qui le trouvent coûteux, selon eux, il les empêcherait de développer leur potentiel productif dans une économie mondialisée. Ensuite, le modèle social français n'a pas réussi à mener avec de nouveaux défis comme la désolidarisation des chômeurs et l'exclusion sociale comme l'affirme le fait que les chômeurs de longue durée représentent 40% des chômeurs en 2018. S. PAUGAIN (La disqualification sociale, 1991) mettait notamment en évidence le risque d'exclusion sociale qui touche les chômeurs après une simple phase de fragilité dans le monde social 77. Ce qui nous amène à questionner la pertinence des objectifs du modèle social français. Les dépenses restent encore centrées sur les personnes âgées et l'indemnisation de l'activité alors qu'il ya de nouveaux défis comme l'exclusion des chômeurs de longue durée, ce qui empêche la modernisation de l'appareil productif avec les pertes de qualification qu'elle entraîne (effet d'hystérie). Par ailleurs, la pauvreté n'est plus concentrée sur les personnes âgées : on compte 8,8 millions de pauvres au seuil de 50% de la ligne médiane en 2014 et les moins de 50 ans représentent plus de 60% des pauvres. Le modèle social français semble donc être à bout, incapable de répondre aux défis du XXI^e siècle si bien que les contestations se multiplient : le mouvement des gilets jaunes en 2018, le mouvement des aides-soignantes et des infirmières depuis 2012, etc.

*

Comme nous l'avons démontré, le modèle social français ne semble plus fonctionner aussi bien que devant

Code épreuve : 269

Nombre de pages : 8

Session : 2020

Épreuve de : ESH ESSEC

Consignes

- Remplir soigneusement l'en-tête de chaque feuille avant de commencer à composer
- Rédiger avec un stylo non effaçable bleu ou noir
- Ne rien écrire dans les marges (gauche et droite)
- Numérotter chaque page (cadre en bas à droite)
- Placer les feuilles A3 ouvertes, dans le même sens et dans l'ordre

les Trente Glorieuses. Celles, englué dans une triple crise, nous ne pouvons, cependant, pas oublier la contribution qu'il apporte à la société et nous pouvons espérer qu'il adopte certaines réformes pour perdurer.

* *

Le modèle social français continue de contribuer positivement à l'économie tout en réduisant les inégalités (A). Il est possible de s'engager des réformes structurelles pour en réduire le coût tout conservant des principes de justice sociale (B). Et enfin, la France peut devenir un «Etat social investisseur» (ESPIN-ANDERSEN) en s'attaquant à de nouveaux chantiers et renfluer un nouveau souffle au modèle social.

*

Tout d'abord, le modèle social français apporte toujours une contribution significative à l'économie et à la lutte contre les inégalités. En effet, comme le montre le Portrait Social de l'INSEE (2016), en 2015, grâce à la redistribution monétaire, la ratio des inégalités de revenus primaires passe de 21 à 5,7 entre les 10% les plus aisés et les 10% les plus pauvres. C'est un modèle qui stimule la consommation des ménages (53% du PIB en 2017) et la donc la demande effective d'un point de vue keynésien (1936), ce qui agit mécaniquement sur l'investissement, l'emploi et la croissance. Le modèle social français semble donc être toujours avec certains objectifs, d'autant plus que l'OCDE montre l'impact négatif des inégalités sur la croissance depuis ces dernières (ces derniers : pourquoi moins d'inégalités).

profite à tous, 2015). Grâce à ce modèle social qui stimule la demande et finance des administrations publiques «en matrice» (santé, éducation, etc.), les ménages sont plus productifs, la cohésion sociale est établie et les ménages sont moins incités à s'inviter à s'endetter comme ce fut le cas avec Etats-Unis devant la bulle des Subprimes (RAJAN, Fault Lines, 2010). Le modèle social français garantit donc une stabilité sociale, économique et réduit le risque d'un endettement-excessif des ménages. Finalement, le modèle social affronte des difficultés contemporaines mais ne semble pas être à bout de souffle.

*

Le modèle social français reste capable de s'engager dans des réformes结构nelles tout en conservant des principes de justice sociale. En effet, on peut envisager une dualisation du système protection sociale pour en limiter les coûts en s'inspirant de l'analyse de B. PALIER (La réforme de l'Etat-Providence, 2015). L'Etat continuera à jouer un rôle important, car la gestion étatique permet de réaliser des économies d'échelles grâce à la centralisation qu'elle établit contrairement à une multitude d'organismes privés. Cependant, la part des organismes publics ^{diminuerait} au profit de certains organismes privés pour responsabiliser les ménages et alléger les dépenses des administrations publiques. Le modèle social ne disparaîtrait pas mais évoluerait simplement et les ménages continueraient à bénéficier d'une protection sociale convenable. Ce tournant que prendrait le modèle social français s'inspirerait des réformes mises en œuvre dans les pays scandinaves à la fin du XX^e siècle. Elles poussaient donc à amener davantage de flexisécurité dans notre modèle social, ce qui reste compatible avec la justice sociale. Comme le montre la note du Trénor-Eco de 2016 intitulée L'indemnisation du chômage en France au regard des pratiques européennes (2016), le modèle social français est généreux.

relativement aux autres partenaires européens, donc davantage de flexibilité représente une piste tout comme la dualisation pour rester compétitif et intervenir efficacement dans le domaine social.

*

Le modèle social français a un « bel avenir » (pour reprendre E. LAURENT) devant lui. La France peut devenir un « Etat social investisseur » en s'attaquant à de nouveaux chantiers (pour reprendre G. ESPING-ANDERSEN, Trois leçons sur l'Etat-providence, 2008). Premièrement, il faut souligner le rôle de politique familiale en France. Les charges sont davantage supportées par la collectivité que par les familles, si bien que la France était en 2012 le deuxième pays d'Europe en termes d'indice conjoncturel de fécondité (estimé à 2 en 2012). Par conséquent, le modèle social français sera en mesure d'atténuer les effets du vieillissement démographique s'il accentue sa politique familiale. Cette dernière réduit la désutilité marginale de l'enfant (T. SCHULZ et H. LIEBENSTEIN, 1974), elle accroît donc la demande d'enfant. À travers cet exemple, on voit le modèle social français peut agir ex ante plutôt que de réparer ex post. Deuxièmement, E. LAURENT (Le bel avenir de l'Etat-Providence, 2014) défend le modèle social français en rappelant qu'il a divisé par 4 les coûts de la crise des Subprimes. Il propose de donner un nouveau souffle à l'Etat-Providence en créant la branche « vulnérabilité évolutive ». La dégradation environnementale qui caractérise nos économies a des conséquences sur la santé des citoyens (difficultés respiratoires, cancers, etc.). Ainsi, le modèle social français ne serait pas à court de souffle mais sur le point de se renouveler. La pandémie récente due au coronavirus confirme cette idée, elle n'est pas sans lien avec la dégradation environnementale. Finalement, comme le montre P. ARTUS (La crise du coronavirus, sonne-t-elle la fin du capitalisme néo-libéral ? Flash Eco n° 381, Natixis, mars 2020), un système de protection sociale convenable devient une nécessité plus qu'un coût.

*

*

*

Comme nous l'avons démontré, le modèle social français connaît des fragilités qui amènent à envisager sa disparition, signe qu'il serait à bout de souffle. Cependant, il reste est impossible d'oublier son rôle économique et social dans notre société, comme l'atteste l'attachement d'une grande partie des ménages à ce dernier. Il a permis de dépasser la simple question social des XIX^e siècle. Finalement, il faudrait considérer les crises qu'il traverse comme des moments charnières, des opportunités pour se réformer et prouver qu'il reste efficace malgré son coût.

On ne peut donc que légitimement s'intéresser à l'évolution du modèle social qu'a promise E. MACRON lors de ses trois discours en lien avec la pandémie due au coronavirus. Le récent SEGUR de la santé pourrait ainsi constituer une piste pour renforcer l'hôpital public et renforcer notre modèle social.